



ETUDE DES COUTS ET AVANTAGES DU MECANISME REDD+ POUR LE MAROC

Réf.
76

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Maden Le Crom, Olivier Bouyer	Maroc	27	20 385 €	HCEFLCD	GIZ	Sept. 2012	Déc. 2012	n/a	ludwig.liagre@giz.de Mob : +212 537 666 301

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>La GIZ met en œuvre un projet régional intitulé « Adaptation aux changements climatiques des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA », ciblant l'Algérie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Au sein des administrations forestières partenaires, celles du Maroc et de la Turquie font preuve d'un volontarisme remarquable dans le cadre des négociations sur les forêts et le changement climatique.</p> <p>La Turquie se trouvant dans une situation particulière dans les négociations climat (pays de l'OCDE non soumis à engagement contraignant de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre - GES), l'administration forestière marocaine est la plus susceptible d'avoir un rôle moteur dans la région MENA en termes d'adaptation du mécanisme REDD+ aux conditions spécifiques de la sous-région.</p> <p>En amont de la Conférence climat de Doha de fin 2012, un atelier de positionnement sur les négociations forêt et climat s'est tenu le 12 juin 2012, réunissant une vingtaine de participants du Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification (HCEFLCD) et du Département de l'environnement (DE) du Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement (MEMEE) du Maroc. Une des recommandations à l'issue de l'atelier était de mener une étude de faisabilité pour estimer les coûts et avantages associés à l'entrée du Maroc dans le REDD+.</p> <p>L'étude devait produire : (i) des arguments contradictoires sur les coûts/avantages environnementaux, sociaux et économiques de la REDD+, à destination des décideurs marocains, afin que ceux-ci puissent opter ou non pour la mise en place d'une stratégie REDD+ au Maroc et (ii) des arguments de négociation basés sur des données fiables et extrapolables aux pays MENA, afin d'y défendre l'adaptation du mécanisme REDD+.</p>	<p>Des entretiens ont été conduits auprès d'une vingtaine d'acteurs (HCEFLCD, Centre de recherche forestière, Agence pour le développement agricole, Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, MEMEE, ...) afin de collecter la bibliographie et les données brutes nécessaires à l'évaluation. Les avis de ces acteurs sur les risques et opportunités de la REDD+ ont également été recueillis.</p> <p>L'analyse des coûts et avantages s'est basée sur une évaluation du potentiel REDD+ du pays. La première étape était la modélisation des émissions et absorptions futures de GES dans les forêts, dues notamment au surpâturage, aux prélèvements de bois de feu, aux incendies de forêt et aux reboisements. Le potentiel technique de réduction d'émissions et d'augmentation d'absorptions de GES ainsi que les coûts des actions nécessaires ont été évalués sur la base des documents de planification passés et actuels. La valorisation de ces gains carbone a été estimée sur la base d'hypothèses sur l'évolution du prix du carbone.</p> <p>L'étude a également estimé : (i) les avantages indirects (avantages environnementaux indirects non marchands liés au renforcement de la résilience, à la restauration et à la protection des écosystèmes, avantages sociaux et économiques indirects marchands ou non, liés à la durabilité des usages), (ii) les coûts indirects (coûts de transaction liés à la mise en place des politiques et mesures, coûts sociaux et économiques liés aux restrictions de droit d'usage).</p> <p>Deux ateliers regroupant chacun environ 25 personnes (HCEFLCD et MEMEE) ont permis la restitution et la discussion des résultats. Un article a été publié par « Le Matin ». Finalement, le HCEFLCD et le MEMEE ont émis leur souhait d'entrer dans le REDD+.</p>